

République française - LOZERE CHAUDEYRAC - Commune Date de transmission de l'acte: 08/10/2025 Date de reception de l'AR: 08/10/2025 048-214800450-DE_2025_046-DE A G E D I

Séance du 07 octobre 2025

Membres en exercice:

sept octobre deux mille vingt-cinq l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie

sous la présidence de Monsieur ROMIEU Serge à la Salle du Conseil Municipal

Présents : 5 Votants : 6

Abstentions: 0

Pour: 6

Contre: 0

Présents: Monsieur ROMIEU Serge, Monsieur GRAVIL Guy, Monsieur NOUET Nicolas,

Madame BONHOMME Isabelle, Monsieur DENISET Marc

Représentés: Madame PIEJOUJAC Michèle représentée par Monsieur ROMIEU Serge

Excusés: Monsieur JOUVE Yannick, Monsieur PRADIER Julien

<u>Absents:</u> Monsieur MOURGUES Maxime <u>Secrétaire de séance:</u> Monsieur DENISET Marc

Objet: Acquisition de la parcelle F261 - Grosfau - DE_2025_046

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal qu'il y a lieu de procéder à l'achat de la parcelle F261 (division de la parcelle F189) d'un contenance de 62 m² à Mr DE HEPCEE Stéphane afin de régulariser un chemin à Grosfau, tel que présenté dans les plans ci-joints en annexe.

Cette parcelle sera acquise au prix de 0,70 centimes /m² soit 44,00 €.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- DÉCIDE de procéder à l'acquisition de la parcelle F261 au prix de 44,00 €.
- **DÉCIDE** de désigner Maître Valentin pour la rédaction de l'acte de vente. Les frais de notaire seront à la charge de la commune.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer de l'acte de vente ainsi que tout document s'y référent.

Pour extrait certifié conforme, Monsieur DENISET Marc, secrétaire Pour extrait certifié conforme, Mr ROMIEU Serge, Maire de Chaudeyrac

o



La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le Recours doit être intriduit aurpès du Tribunal Admhistratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la justice administrative. Le tribunal Admnistraif peut-être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.